

L'Europe serait presque faite si les Français restaient chaque jour une heure de moins au bistrot et les Allemands une heure de plus au lit. Jean Mistler

Semaine 22 - 2019 Du 27 au 2/06

On est rentré dans un tel tourbillon de fric et de business qu'il n'y a plus de plaisir.

Henri Leconte, ancien joueur de tennis, consultant à Eurosport

Tu sais ce que tu es : une ignoble ordure ! Connard !

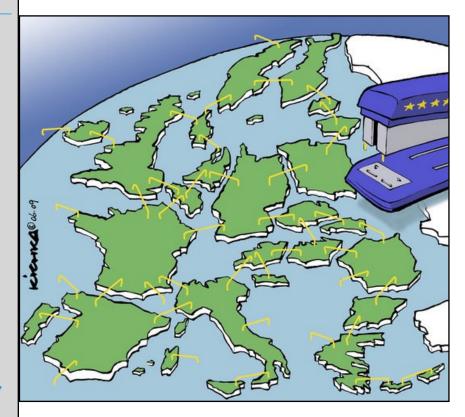
Daniel Cohn-Bendit à Gilbert Collard sur TF1

Le climat, les vieux s'en foutent Adrien, 18 ans

Les Français ne t'aiment pas. T'as un problème d'image. Soit tu la corriges, soit tu en tires les conséquences

Un député LR à Laurent Wauquiez

J'ai fait de mon mieux Theresa May



Politique



Alexis Brézet, du *Figaro* écrit avec justesse : « Quel que soit le nom que les uns ou les autres lui donnent - « progressistes » contre « populistes », « européens » contre « nationalistes », « mondialistes » contre « patriotes » -, ce nouveau clivage structure désormais le jeu politique. Entre Macron et Marine Le Pen, il n'y a plus rien : c'est pour les batailles futures, et notamment la prochaine élection présidentielle, la meilleure des garanties pour Emmanuel Macron. »

« C'est une boucherie pour LR. Même dans les bonnes communes de droite, ça s'est lâché pour voter RN », constatait ce dimanche un élu du Pas-de-Calais. La ligne ultra-conservatrice de François- Xavier Bellamy a, elle, montré qu'elle était une impasse pour la droite française, peut-on lire dans l'Opinion.

Ca vous étonne ? C'est à Mayotte dans l'archipel de l'océan Indien, en butte à une immigration massive en provenance des Comores, que les électeurs ont le plus voté pour le Rassemblement national (45,56 %) aux européennes.

En métropole, le Rassemblement national s'impose dans 65 des 95 départements et 9 des 13 régions. Sur les cent villes les plus peuplées de France, dix-sept seulement ont vu les formations politiques des maires en exercice dépasser les 15 % des suffrages exprimés, sur la base de l'appartenance de chaque édile à un parti et de sa consigne de vote aux Européennes, mais sans tenir compte des coalitions municipales actuelles.

Toujours là ! Samedi 25 mai, dans la plupart des grandes villes de France, les Gilets jaunes étaient là. Moins nombreux, certes, 30 000 selon eux, 12 000 pour le ministère de l'Intérieur. Qu'importe au fond les chiffres. Ils sont toujours là, face au silence de nos gouvernants, Macron en tête. Le schmilblick dans le potage se confirme.

Un grand raout européen aura lieu du 5 au 7 juillet prochain à Aix-en-Provence dans le cadre des 19ème Rencontres économiques sur le thème de « *Renouer avec la confiance* ». Au menu, Bruno le Maire, son homologue espagnol Nadia Calvino, l'Allemande Annegret Kram-Karrenbauer, patronne de la CDU, la Suédoise Anna Ekström, et l'ectoplasme Pierre Mosvovici. A qui faire confiance, Watson?

Le président Vladimir Poutine n'a pas été invité aux célébrations en France du 75ème anniversaire du débarquement en Normandie. L'agence russe Novosti en a demandé la raison à l'Elysée qui a fait savoir que c'était le Premier ministre qui avait lancé les invitations et non le Président. Quel ramassis de goujats!

François Hollande est décidément resté bien discret lors de la soirée électorale, refusant toutes les demandes d'intervention sur différentes chaînes de télévision. Lui qui a dit aimer la campagne du communiste lan Brossat avant de soutenir du bout des lèvres la liste issue du PS a décidé de rester silencieux. Faut dire que vu la gueule de la gôôôche...

Heureusement, il y a eu des moments de franche rigolade lors de la soirée électorale. Notamment sur TF1 ou Gilbert Collard s'est empoigné avec Daniel Cohn-Bendit. Gilbert Collard poussant son avantage s'en est pris aux « vieilles guenilles », aux « faux culs de la politique », à « ceux qui ont dit que les élections étaient des pièges à con ». Réplique immédiate de l'ex-leader de Mai 68 : « Tu sais ce que tu es: une ignoble ordure ! Connard ! » Cris. Chaos. « Coupez-leur les micros, c'est insupportable », clame paniqué le journaliste Gilles Bouleau.

Mais non, la scène, ahurissante, se poursuit. « Agent de Poutine! », dégaine l'un. « Traître! », crache l'autre. Gilbert Collard a le dernier mot : « Je veux dire une chose à nos électeurs : merci d'avoir voté pour nous. On va encore vous insulter, tenez bon dans votre courage. »

Dans un dialogue avec Yanis Varoufakis, ex-ministre des Finances de la Grèce, lors d'un événement organisé par Google près de Londres la semaine dernière, Dominique de Villepin a expliqué qu'il voyait le mouvement des « gilets jaunes » comme un « signe de santé » de la démocratie, parce que ces manifestants se sentaient « méprisés par les élites ».

Afin de s'assurer de figurer en position éligible sur la liste du Rassemblement national aux européennes, l'avocat et député Gilbert Collard a exercé un chantage sur Marine Le Pen en la menaçant de rallier Nicolas Dupont-Aignan. Quelle grandeur d'âme!

Elysée

Emmanuel Macron a voulu faire un gros de coup de communication en donnant une interview à la presse quotidienne régionale à cinq jours des européennes. Mais deux titres ont boycotté l'entretien : La Voix du Nord et Le Télégramme et n'ont pas manqué de le faire savoir. En cause : l'obligation de relecture de l'interview par l'Élysée.

Après avoir siphonné l'électorat de gauche à la présidentielle, le chef de l'Etat et ses soutiens s'étaient fixé pour objectif de séduire celui de centre droit lors des élections européennes. C'est fait. LREM a siphonné 27% des électeurs de François Fillon en 2017.

Le président de la République Emmanuel Macron compte « intensifier l'acte II de son quinquennat » et ne fera « pas de changement de cap » ni de remaniement, estimant n'avoir pas subi de "vote sanction", a indiqué, concédant seulement une déception face à la deuxième place obtenue par la liste Renaissance derrière le Rassemblement national.

Le Conseil des ministres compte désormais une nouvelle partie, intitulée « Résultats », et consacrée à l'évaluation des politiques publiques. C'est la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, qui, le 15 mai, a été la première à rendre des comptes, sur la mise en œuvre de Parcoursup – « Ça n'a pas été simple pour elle », note un membre du gouvernement.

Au lendemain d'élections européennes en demi-teinte pour la majorité, le président de la République Emmanuel Macron a réuni les principaux responsables de la majorité pour « faire le point sur les prochaines étapes ». Etaient présents, Edouard Philippe, Nathalie Loiseau, Pascal Canfin, Stanislas Guérini, Richard Ferrand, François Bayrou et Marielle de Sarnez.

Macron et la presse, pas vraiment une histoire d'amour. Qu'on en juge : choix arbitraire des journalistes autorisés à suivre le Président ; plainte controversée de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, contre trois titres, dont *Libé* ; et convocations en pagaille de journalistes à la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Entendus aussi, Michel Despratx (Disclose) sur l'utilisation des armes françaises au Yémen et Ariane Chemin (*Le Monde*) sur l'affaire Benalla.

Emmanuel Macron a bien l'intention de nettoyer la haute fonction publique en nommant de nouvelles têtes reflétant mieux sa volonté de réforme. Il accuse en effet, nombre d'entre, eux en poste actuellement, d'être un frein aux réformes entreprises par ce gouvernement. Les équipes du Premier ministre y travaillent depuis plusieurs semaines.

« Cela fait des mois qu'ils veulent virer le directeur général de l'administration et de la fonction publique. Mais ils n'y arrivent pas, essentiellement parce que Bercy et Matignon ne parviennent pas à s'entendre sur le nom de son successeur », pointe pour sa part un conseiller gouvernemental.

Gouvernement

A moins d'un an des municipales, le gouvernement veut améliorer le statut des maires pour enrayer la chute des vocations. Macron a donc demandé à Sébastien Lecornu, ministre de la Cohésion sociale, de trouver des solutions.

Si « l'immigration a pu être une chance », la « France d'hier n'est pas la France d'aujourd'hui », a estimé hier la porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye, d'origine sénégalaise, elle-même naturalisée en 2016. « Il faut qu'on soit en capacité de contrôler cette immigration et c'est ce que nous souhaitons faire au niveau européen », a-t-elle expliqué sur Europe 1.

Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat chargée de l'égalité hommes/femmes a annoncé avoir été la cible de menaces de la part d'une « quarantaine de gilets jaunes furieux » dans la nuit de vendredi à samedi 25/5 à son domicile du Mans, où elle se trouvait avec son conjoint et sa fille. Estimant qu'une "ligne rouge" a été franchie, la ministre a annoncé avoir porté plainte.

Macron annonce qu'il ne réunira pas le Congrès à Versailles cette année mais qu'à la place, Edouard Philippe prononcera un discours de politique générale le 12 juin. Bigre, mais pour quoi faire ? Que compte-t-il annoncer qu'on ne sache déjà. Donc, ça commence par du baratin!

Institutions

La présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, s'est adjoint les services d'un nouveau conseiller environnement et énergie débauché au sein de la filière solaire de Total. Il s'agit d'Edouard Roblot, polytechnicien, conseiller municipal d'opposition à Poitiers et possible candidat aux prochaines municipales.

Augustin de Romanet qui a été reconduit à la tête du groupe Aéroports de Paris par les actionnaires - à commencer par le premier d'entre eux : l'État - a été auditionné mercredi par la Commission développement durable du Sénat, puis par l'Assemblée nationale. Les deux chambres se sont prononcées en faveur de sa reconduction.

Xavier Driencourt, notre ambassadeur de France en Algérie, a rencontré il y a quelques jours pour la première fois le nouveau chef de l'État algérien, Abdelkader Bensalah, auquel il a remis ses lettres de créance. À cette occasion, il a déclaré que la France suit avec beaucoup de respect tout ce qui se passe en Algérie sans porter de jugement et sans aucune volonté d'ingérence. Ben voyons!

Les députés ont entamé l'examen dans l'hémicycle de la proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale déposée par son président, M. Richard Ferrand, député (REM) du Finistère. Sans surprise, l'opposition a fait front commun contre ce texte.

A la suite des élections européennes,, Nicolas Meizonnet, 36 ans, ingénieur, conseiller départemental RN du Gard devrait succéder à Gilbert Collard à l'Assemblée nationale tandis qu'Esther Sittler, 67 ans, maire LR d'Herbsheim devrait remplacer Fabienne Keller comme sénatrice du Bas-Rhin.

La maire (LR) d'Aix-en-Provence Maryse Joissains-Masini a été condamnée par la Cour d'appel de Montpellier à six mois de prison avec sursis et un an d'inéligibilité pour détournement et prise illégale d'intérêts.

Divers

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, première organisation syndicale de France en termes de représentativité, a été élu président de la Confédération européenne des syndicats (CSE) avec 95 % des voix.

La Cour de justice de l'Union européenne a rejeté le pourvoi de la présidente du Rassemblement national et ancienne députée européenne Marine Le Pen formé contre la décision du tribunal de l'Union européenne confirmant son obligation de rembourser près de 300 000 euros au Parlement européen pour l'emploi jugé fictif. « Boule puante. Personne n'est dupe », a aussitôt réagi Marine Le Pen.

Pour un diplomate français sur la tension Iran-Etats-Unis : « En réalité, Trump fait avec l'Iran ce qu'il a fait avec la Corée du Nord. Il cogne jusqu'à ce qu'ils craquent ». Une technique que Trump avait théorisé dans un bréviaire écrit quand il était encore un businessman, « l'Art de la négociation ».

Jean-Yves Le Drian, a estimé sur France Inter que la sensibilité de gauche dans la majorité « ne s'est pas suffisamment exprimée [...]. Il faut donc constituer cette sensibilité, faire entendre ses propositions dans l'ensemble de la force démocrate en constitution qui soutient Emmanuel Macron ».

Tambouille macro-machin

A la demande de dissolution de l'Assemble nationale par Marine Le Pen, sur France 2, Sibeth Ndiaye, la porte-parole du gouvernement, balaye cette hypothèse d'un revers de main. Car, au fond, les dirigeants de LRM ne ressentent pas le résultat de ce dimanche comme une sanction mais plutôt comme un soulagement.

Sibeth Ndiaye, toujours sur France 2, paraît si satisfaite du score du parti présidentiel que les autres invités s'énervent. « Mais madame, vous allez atterrir ? », lui demande le porte-parole du RN Sébastien Chenu. « Les électeurs vous ont infligé une sanction et vous triomphez depuis tout à heure. Franchement, vous êtes insupportable ! », s'emporte Alexis Corbière, de La France insoumise (LFI).

« Ni victoire, ni déroute, ni défaite, un bon score », a commenté Mme Loiseau, niant tout "échec" de la majorité. « Nous avons fait la preuve que la République en Marche était un parti installé pour durer et pas un accident de l'histoire », a-t-elle fait valoir. Et de conclure « on a fait le boulot ».

Droite

Climat morose chez les Républicains. « Notre stratégie n'a pas été la bonne, on ne peut pas continuer comme ça », cingle l'ancienne ministre sarkozyste Rachida Dati. « Il faut une refondation, sinon, on dispa-raî- tra », énonce le sénateur LR Bruno Retailleau. Sur Europe 1, le député Eric Diard appelle Laurent Wauquiez à démissionner. La nuit n'est pas tombée que les couteaux sont déjà tirés.

« Lundi 27, rien ne va changer. Laurent Wauquiez n'entendra ni ne bougera rien », glisse un parlementaire. Même son de cloche chez un élu influent : « Même avec un mauvais score, il ne sera pas inquiété, il a trop verrouillé le parti. » Un parlementaires s'inquiète déjà pour les prochaines élections municipales et constate sans grande surprise les appels à la démission de Laurent Wauquiez.

Tous les regards vont aussi se tourner vers François Baroin, qui malgré sa discrétion, reste très populaire dans l'opinion et en interne, ainsi que vers Xavier Bertrand, qui a quitté Les Républicains en

décembre 2017. Enfin, Nicolas Sarkozy, même s'il ne compte pas revenir à la tête de LR, est depuis longtemps très critique vis-à-vis de Laurent Wauquiez. Va-t-il baisser son pouce?

« Es-tu le mieux placé pour faire le rassemblement à droite ? » questionne le député et ancien ministre Eric Woerth à l'égard de Laurent Wauquiez. Valérie Pécresse, de son côté balance qu'à la place de Wauquiez, elle aurait démissionné! « Nous devons être le parti des milieux de cordée alors que LREM est celui de la France d'en haut et le RN celui de la France d'en bas », estime Guillaume Peltier, vice-président LR. On nage dans le potage aux Républicains.

Gérard Larcher, le président du Sénat, a ainsi très officiellement proposé «aux présidents des groupes parlementaires, des trois grandes associations [d'élus] de se retrouver la semaine prochaine pour reconstruire un projet qui rassemble la droite et le centre». Y a urgence à sauver les meubles. Mot d'ordre : virer Wauquiez.

Le président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'ancien ministre Renaud Muselier, a appelé, avant la réunion du Bureau politique, à la création d'une « commission de rénovation » des Républicains qui serait présidée par le président du Sénat, Gérard Larcher.

Gauche

Devant les caméras, la tête de liste Yannick Jadot se sent pousser des ailes. « Nous sommes la troisième force politique de ce pays », souligne-t-il. « Dès demain », le leader vert se dit décidé à « partir à la conquête du pouvoir pour les municipales, les régionales, et pour le rendez-vous national de 2022 ». Il promet déjà un « magnifique projet » pour l'élection présidentielle. Fume pas la moquette trop tôt, coco.

Fort de sa troisième place aux élections européennes avec 13,47 % des voix, la tête de liste d'Europe Ecologie-Les Verts, Yannick Jadot, a déclaré vouloir « construire une alternative crédible » au Rassemblement national et au « vieux monde » incarné selon lui par La REM, avec l'objectif de « gagner les prochaines élections ». Là, coco, tu passes direct à la coke.

Il semblerait que Bernard Cazeneuve ait l'intention de reprendre du service au sein du Parti socialiste. Il a en effet touité dimanche soir « *Nous devons reconstituer une force de gauche sociale et écologique qui offre à la France une espérance* », sous-entendu, l'espérance, c'est moi!

Depuis des mois, dans une discrétion absolue, l'ancien Premier ministre réunit une petite équipe de fidèles pour échafauder la reconquête. Des groupes d'élus et d'experts planchent au secret sur un corpus programmatique, les questions sociales, l'écologie.

Benoît Hamon décroche. Echaudé et déçu par son échec aux européennes (3,27 %, soit la moitié de ses 6,6 % de la présidentielle en 2017), Hamon a décidé de prendre « du temps pour se consacrer à autre chose ». Son Aventin : la société de conseil spécialisée dans l'économie sociale et solidaire créée lorsqu'il a quitté le PS pour fonder Génération-s.

Est-ce une surprise ? Toujours est-il que la féministe Clémentine Autain – ex mais toujours bolchevique – s'est empressée de demander le départ de Jean-Luc Mélenchon à la tête des Insoumis et a souligné la nécessité d'un candidat au « profil plus rassembleur que clivant ». « Depuis deux ans, Mélenchon a tout fracassé », a analysé une éditorialiste de la revue Regards, Catherine Tricot, et que codirige Clémentine Autain. Entre copines...

On se marre. Pour Olivier Faure (6,19%), la social-démocratie doit maintenant se marier avec l'écologie politique. Delphine Batho, 1,82% avec sa liste Urgence écologie, se dit prête à échanger avec EELV pour la construction d'un « pôle écologiste ».

Alors qu'il n'était même pas candidat, le député du Nord Adrien Quatennens (La France insoumise) apparaît comme le grand gagnant des élections européennes. C'est l'une des figures les plus réclamées par les médias et par les militants locaux. Au point d'éclipser Manuel Bompard, numéro 2 de la liste.

Société

France-Télévisions. Le Syndicat national des personnels de la communication et de l'audiovisuel (CFE-CGC) s'apprête à déposer plainte pour abus de confiance et détournement de fonds publics. Sont visés nommément l'ancien secrétaire CGT du comité ainsi que son homologue FO à la trésorerie.

CRS et gendarmes sont épuisés à la suite des 27 samedis de manifestation des Gilets jaunes. D'où la question pour Beauvau de savoir où trouver des escadrons de gendarmes mobiles pour assurer la sécurité du 75ème anniversaire du débarquement en Normandie. La direction centrale des CRS a fait savoir qu'elle était dans l'incapacité de fournir le volume demandé.

Sandra Muller la créatrice de #Balancetonporc se retrouve devant la 17 ème chambre civil du tribunal de grande instance. Le plaignant, Eric Brion, réclame 50 000 euros de dommages et intérêts et la suppression du tweet. «#Balancetonporc est un appel à la délation et c'est une délation mensongère», insiste son avocate.

Faits divers

Une quantité importante de faux billets en provenance de Chine a été écoulée via des plateformes de vente en ligne. Les autorités commencent à alerter les commerçants et la population, suite à de nombreuses saisies à travers tout le territoire français.

Police et gendarmerie ont ainsi lancé plusieurs alertes, en Martinique tout d'abord où le phénomène est apparu fin avril, puis dans les Hauts-de-France, la Bretagne et désormais dans les Pyrénées-Orientales.

Au procès de Patrick Balkany, Interrogé sur des montages financiers masquant une villa antillaise lors son procès à Paris pour blanchiment et corruption, le maire LR de Levallois-Perret Patrick Balkany a affirmé avoir l'impression « qu'on fait le procès des Juifs qui après la Libération ont pris leurs dispositions ».

Le feuilleton va continuer. Succession de Johnny Hallyday : le tribunal de Nanterre affirme que le chanteur est bien un résident français et se déclare donc compétent pour juger du fond de l'affaire. Laetitia va devoir faire la manche.

La nouvelle coqueluche du tennis féminin mondial est japonaise mais un peu à la mode de Bretagne, car son père est Haïtien et sa mère japonaise. Elle vit aux Etats-Unis depuis l'âge de trois ans où elle s'entraîne. A quand un transgenre maqué à un membre de la famille d'Angleterre, vu qu'il y a déjà, une négresse?

Migration/ islam

Le poseur de bombe lyonnais a été identifié, il s'agit d'un certain Mohamed Hichem, 24 ans, étudiant originaire d'Algérie, arrivé en France au second semestre de 2017. Evidemment Christophe Castaner s'est précipité au micro. Plombé par ses achats sur Internet son profil Linkedin le faisait passer pour un « développeur d'interfaces web ».

Le conseil municipal de Saint-Brieuc (22) a mis en délibération la possible construction d'un centre culturel Averroès et d'une mosquée dans le quartier Balzac (secteur du Plateau). La délibération a été adoptée par la majorité municipale LREM. Un conseiller RN a demandé un référendum local, sèchement refusé.

Sur les 510 personnes actuellement détenues dans les prisons françaises pour terrorisme islamiste, 254 devraient sortir d'ici la fin de 2022, détaille Nicole Belloubet, ministre de la justice.

Des enseignants suisses se plaignent que les élèves musulmans incitent également les nonmusulmans à jeûner. « En 6ème , j'ai remarqué que les enfants de la classe se motivaient mutuellement pour jeûner. » C'est ainsi que les enfants non musulmans ont finalement cessé de manger et de boire. En conséquence, beaucoup d'enfants sont souvent très fatigués l'après-midi remarque les professeurs.

Écologie

Bernard Peillon, le patron de la maison de cognac Hennessy, filiale de LVMH, entend bannir les herbicides des vignes de ses 1600 viticulteurs partenaires d'ici à 2028 en leur proposant un plan d'accompagnement technique et financier. Les viticulteurs qui vendent leur raisin à Hennessy exploitent 32000 hectares sur un total de 76000 pour l'appellation en Charente et Charente-Maritime.

Il y aurait 500 loups en France. C'est une bonne nouvelle, mais c'est peu et qu'importe s'ils bouffent des brebis ici et là. C'est un animal noble et central de l'imaginaire européen. Mais revenons à la réalité. Les ministères de la Transition écologique et de l'Agriculture le martèlent : l'objectif du plan Loup est de « préserver la dynamique de l'espèce ». Ce qui réjouira évidemment les associations écologistes mais fait déjà cauchemarder les bergers qui ont perdu 1 400 bêtes depuis le début de l'année. Sauf que les bergers concernés touchent une indemnité.

Économie

Annoncé en 2012, « le transfert aux régions de la gestion des fonds européens structurels et d'investissement a été mené dans l'urgence et sans réflexion stratégique suffisante », selon la Cour des comptes. En effet, « la mise en œuvre de la mesure annoncée s'est révélée plus complexe que prévu », entraînant "des efforts disproportionnés" et des "coûts de gestion élevés".

La France en est l'un des principaux bénéficiaires, la programmation 2014-2020 prévoyant de lui allouer 26,9 milliards d'euros, sur un total de 451 milliards d'euros. Le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), qui finance le deuxième pilier de la politique agricole commune, le fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), le fonds européen de développement régional (FEDER) et le fonds social européen (FSE) constituent les quatre fonds européens structurels et d'investissement (FESI).

Alors que PSA Peugeot-Citroën semblait tenir la corde pour nouer une alliance stratégique avec FCA Fiat-Chrysler, c'est son compatriote Renault, déjà associé aux japonais Nissan et Mitsubishi, qui devrait toper là avec le constructeur italo- américain.

Objectif: créer un nouveau champion mondial de l'automobile qui égalerait voire surclasserait l'actuel numéro 1 du secteur, Volkswagen (10,6 millions de véhicules vendus en 2018) et son poursuivant, Toyota (10,59 millions).

La position de la France sur le marché mondial des produits agricoles et agroalimentaires est "alarmante" selon la Cour des comptes. La Cour des comptes est partie du constat que la France n'a cessé de perdre des parts de marché dans le commerce mondial de ces produits depuis les années

2000, passant du 2ème rang mondial dans les années 1990, au 4ème rang en 2010, au 6ème rang depuis 2015.

La détérioration du solde commercial de la France est particulièrement marquée sur les marchés de l'Union européenne sur lesquels la France dégageait un excédent de 7, 6 milliards d'euros en 2007 et de 400 millions d'euros seulement en 2017. Elle est également tangible avec le reste du monde, en particulier pour les produits agricoles.

La Cour regrette l'absence de "stratégie de redressement" gouvernementale, l'éparpillement des travaux d'inspection des différents ministères, la désorganisation du fait de la diversité des organismes - publics ou privés - qui interviennent en soutien aux exportations agricoles, et globalement le manque de vision.

L'attractivité de la France reste élevée auprès des investisseurs étrangers en 2019. La France s'appuie toujours sur les mêmes forces qui sont le faible coût de l'énergie, la bonne qualité des infrastructures et de la main-d'œuvre, la qualité de vie, les capacités d'innovation et de recherche, relève l'étude. Elle accuse aussi les mêmes faiblesses comme sa fiscalité ou le climat social qui y règne.

La direction de General Electric France a officialisé mardi matin un lourd, très lourd, plan social : plus de 1 000 postes supprimés en France, dont au moins 800 dans l'activité turbines à gaz, dont les usines se trouvent à Belfort et la commune voisine de Bourogne et qui emploie au total 2 000 salariés.

Placé en procédure de sauvegarde la semaine dernière, Rallye, la maison mère du groupe Casino (Franprix, Monoprix, Cdiscount...), a six mois pour trouver un arrangement avec ses créanciers. Pour réduire une dette de près de 3 milliards d'euros, le groupe de Jean- Charles Naouri a décidé de céder hypers et supermarchés pour 500 millions d'euros.

Les tarifs réglementés de l'électricité vont bien bondir de 5,9 % en moyenne dès le 1^{er}juin, selon une décision publiée au *Journal officiel*. Ces tarifs, appliqués par EDF à environ 25 millions de foyers, Cette augmentation pourrait être suivie d'une autre, en août, liée aux coûts de transport de l'électricité.

Bernadette Chirac, désormais dans le potage, a été remplacé au conseil d'administration de LVMH par Iris Knobloch, présidente de Warner Bros Entertainment et fille de Charlotte, commissaire à la mémoire de l'Holocauste au sein du Congrès juif mondial et ancienne présidente du Conseil central des Juifs en Allemagne.

Culture / médias

Frédérique Bredin, 62 ans, que Macron voulait nommer à la tête du CSA, a refusé, faisant savoir qu'elle préférait rempiler pour un troisième mandat de trois ans à la tête du Centre national du cinéma dont le mandat s'achève en juin. C'est cet établissement qui finance le cinéma français.

Finalement, l'acte définitif de cession de Mondadori France (*Top santé*, *Télé star*...) à Reworld Media (*Marie France*...) ne pourra pas être signé fin mai, comme longtemps évoqué en interne. La conclusion de l'opération reste suspendue à la décision de l'Autorité de la concurrence. Or, Reworld Media n'a toujours pas notifié à l'autorité son projet de concentration.

Le richissime *Canard Enchaîné* – dit Coin Coin – recevait dans les salons et jardins de la Maison de l'Amérique latine, boulevard Saint-Germain pour a traditionnelle fête du printemps. L'occasion pour les plumitifs et autres personnalités de se rencontrer. On a aperçu, entre autres, Serge July, Jean Glavany, Lionel Jospin et Noël Mamère.

Le projet de loi réformant la distribution de la presse fait figure de chiffon rouge pour la puissance Filpac CGT qui pourrait multiplier les grèves chez les éditeurs. En ouvrant la filière à la concurrence, le ministre de la Culture, Franck Riester, auteur du texte, fragilise la première messagerie de presse, Presstalis, bastion des ouvriers du Livre CGT.

Le studio de production RTL Originals lance, lundi 27 mai, cinq podcasts inédits – sur les onze prévus d'ici au 27 juillet. Pour ce coup d'essai numérique très attendu, l'ex-première radio de France s'appuie sur des valeurs sûres : La lettre d'Amérique de Philippe Corbé, L'œil de la République d'Alain Duhamel, la science avec Mac Lesggy (l'homme du dentifrice), et Les Françaises au lit. Quesako ce bazar, un truc de cul ?

Bof! Décès de l'écrivain et académicien François Weyergans à 77 ans – t'as lu ce gonze? – non, m'interpelle pas – qui fut prix Goncourt en 2005 pour un bien oublié *Trois jours chez ma mère* (pas chez Mamère!). Quel guignol va prendre son fauteuil? – Tu vas voir, y vont encore foutre une gonzesse!

Le groupe breton *Ouest-France* prépare pour l'automne une plate-forme numérique d'information qui réunira les sites d'*Ouest-France* et des Journaux de l'Ouest (*Courrier de l'Ouest, le Maine libre, Presse océan*) sous une adresse URL unique. Le rapprochement des différentes rédactions a été mis entre parenthèse.

Le directeur général du Figaro prévoit une série de mesures de rationalisation des coûts. Au menu, en autre, le départ de 30 à 40 journalistes avec en priorité les salariés âgés de 57 ans et plus. Et pourtant, s'il y a bien une profession où les vieux pots font la meilleure soupe, c'est bien ici.

Patrick Cohen et Hélène Jouan, signataires, le 18 avril dernier, de la motion de méfiance contre Arnaud Lagardère pour protester contre la précarité de la rédaction d'Europe 1, sont rémunérés respectivement 420 000 et 195 000 euros par an pour deux émissions le week-end.

L'école supérieure de journalisme de Lille a mis à la disposition du groupe La République en marche (LREM) à l'Assemblée nationale des journalistes en activité pour les cessions de « media training » où sont préparés les interventions médiatiques de ses parlementaires.

Europe

Union européenne. Inutile de dire que devant l'éclatement constaté des partis politiques bousculés dans les pays de l'Union, la désignation du futur président de la Commission devient très problématique. Le PPE demeure majoritaire et compte imposer son candidat, Manfred Weber soutenu également par Angela Merkel. Mais cela risque de n'être pas suffisant. Les jeux sont ouverts.

La constitution d'un grand parti eurosceptique à Bruxelles va s'avèrer difficile. Les Polonais du PiS, récusent le RN, accusé d'être le cheval de Troie des Russes et le Fidesz du Hongrois Viktor Orban entend siéger au PPE.

Avec la Ligue italienne, l'AfD alleamnde, le FPÖ autrichien, le Parti des vrais Finlandais, les Belges du Vlaams Belang, le Vox espagnol et d'autres formations européennes peuvent avec le RN former un groupe de 80 membres. Loin derrière les dominants que sont le PPE, le sociaux-démocrates et les centristes. Quoique!

Allemagne. Le commissaire du gouvernement allemand en charge de l'antisémitisme a mis en garde contre le port de la kippa dans le pays, en l'expliquant par « la levée des inhibitions et un manque de considération qui augmentent dans la société ».

Le grand gagnant des élections, ce sont les Verts qui raflent 21% des voix. Le SPD s'effondre à 16%. Avec 10,5% la droite nationale AfD fait mieux qu'en 2014 (3,5%). Pour la première fois de leur histoire, les Verts sont arrivés en deuxième position à l'échelle nationale, derrière les conservateurs (CDU-CSU), mais devant les sociaux-démocrates (SPD). Sauf que les Verts allemands ne pavoisent pas à gauche comme leurs homologues (?) Français.

Angleterre. Avec l'annonce de la démission de Theresa May, les militants du parti conservateur devront départager les huit prétendants à sa succession et ce d'ici la fin juillet. Le grand favori étant

Boris Johnson qui est partisan d'un Brexit dur, c'est-à-dire sans négociation. Sportif et très British à savoir qu'ils vont nous les casser une fois de plus. !

Ces européennes sont un quasi séisme politique pour la perfide Albion. Lors des législatives de 2017, 85 % des Britanniques avaient voté pour l'un des deux grands partis – conservateur et travailliste. Dimanche, ils ont été moins d'un quart à le faire – 14,6 % pour le Labour et 8,8 % pour les tories. Nigel Farage avec son Parti du Brexit culmine à plus de 33% des suffrages.

Du coup, Il exige même d'être incorporé dans la future équipe chargée de renégocier le Brexit avec les Vingt-Sept, tout en prônant une issue qui n'exige guère de négociation : la rupture brutale avec l'UE sans accord. Brutal gu'on vous dit.

Autriche. L'élection est intervenue en pleine crise politique, à la suite du scandale qui a entraîné la démission du vice-chancelier, Heinz-Christian Strache (FPÖ). Son parti sort affaibli du scrutin (17,5 %) mais pas brisé. Il conserve sa base sociale, avec 50 % des voix chez les ouvriers par exemple. Le parti ÖVP (conservateur) du chancelier Sebastian Kurz est le grand vainqueur du jour, avec 34,5 % des voix.

Sauf que Sebastian Kurz, le chancelier autrichien a été démis de ses fonction suite au vote d'une motion de censure déposée par l'opposition sociale-démocrate avec l'appui du parti écologiste Jetzt et de l'extrême droite du FPÖ. C'en est fini du jeune prodige de 31 ans, à la tête de l'Etat autrichien. La campagne pour les législatives commence.

Belgique. Le contraste entre la Wallonie et Bruxelles d'une part, et la Flandre d'autre part est plus net que jamais. Chez les francophones, la gauche (PS), les écologistes (Ecolo) et les libéraux (MR) dominent très largement la scène politique, sans présence de l'extrême droite

Au Nord, chez les Flamands, les deux partis nationalistes tiennent la corde : le N-VA (droite) arrive en tête, mais recule face au Vlaams Belang (nationaliste) en forte progression (18,4 %; +12,5 points).

Bulgarie. Le parti de centre droit Gerb, au pouvoir presque sans discontinuer depuis dix ans, a réussi à neutraliser sur le plan électoral les dommages causés par les scandales immobiliers d'achats à prix cassés d'appartements luxueux à Sofia. Gerb, 30,94%, socialistes, 24,24%, minorité turque musulmane, 16,36%, extrême droite 7,20%.

Chypre. La nouveauté vient de l'élection de Niyazi Kizilyurek. Cet universitaire chypriote turc, qui vit dans la partie grecque, a réussi son pari de se faire élire grâce à des voix des deux communautés. Il sera le premier Chypriote turc à siéger à Bruxelles (29,02% - 2 sièges). Parti progressiste des travailleurs, 27,49% Parti démocrate, 13,80%, Mouvement social-démocrate, 10,58%.

Danemark. La droite nationale est à la baisse. Le Danske Folkeparti (DF) n'obtiendrait que 11,8 % des voix, contre 26,6 % en 2014. Son recul s'explique dans une large mesure par le fait que les grands partis de gouvernement se sont alignés sur ses positions en matière de restriction de l'immigration

Espagne. Manuel Valls, 56 ans, a pris une branlée aux élections municipales de Barcelone. Arrivé en 4ème position avec 13 % des voix (80 % des votes dépouillés) loin derrière la maire actuelle, Ada Colau, et l'indépendantiste Ernest Maragall, au coude-à-coude, l'ancien Premier ministre n'a pas réussi son pari : il ne sera pas maire de la ville qui l'a vu naître. « Dégage pov'con! »

Le Parti socialiste ouvrier (PSOE) améliore son score, en un mois, de 1,6 point à 30,3 % et gagne quatre sièges de plus au Parlement européen où il devrait compter 18 représentants. Le Parti populaire (PP) a regagné des voix à droite (19,5 % contre 16,7 %) et comptera 11 à 12 élus à Strasbourg et Bruxelles contre 16 auparavant. Vox, droite nationaliste, avec 8,2% des voix obtient de 4 à 5 députés.

Estonie. Le parti centriste estonien, pour s'être allié aux europhobes nationalistes du parti populaire conservateur d'Estonie (Ekre), a été lâché par une partie de son électorat traditionnel. Celui-ci semble

s'être reporté sur les socialistes, qui multiplient leur score par trois : Parti de la réforme (libéraux), 26,20%, Socialistes, 14,40%, droite nationale 12,70% (1 siège)..

Finlande. Le parti des Vrais Finlandais (PS) est également à la baisse puisqu'il n'arrive qu'en cinquième position (13,2 %), alors qu'il talonnait les sociaux-démocrates aux législatives d'avril dernier. Le parti de droite KOK est en tête aux Européennes, alors que le Parlement s'apprête à investir un Premier ministre de gauche.

Grèce. Grande claque pour le parti d'Alexis Tsipras non seulement aux européennes mais aussi locales et régionales. Syriza (gauche radicale) n'a obtenu que 23,8 % des voix aux européennes, devancé de près de neuf points par le parti conservateur, Nouvelle Démocratie (33,3 %). Dans dix des treize régions, le parti conservateur arrive en tête face à Syriza. Du coup, il a annoncé des élections législatives anticipées.

Hollande. Surprise, le Parti du Travail (PvdA, social-démocrate) est arrivé en tête (18 %) alors que les deux partis d'extrême droite n'obtiennent au total que 15 % des suffrages. La gauche néerlandaise a bénéficié de l'aura de son chef de file, Frans Timmermans, ancien ministre des Affaires étrangères, bras droit de Jean-Claude Juncker.

Hongrie. Avec 56 % des suffrages, le parti national-conservateur de Viktor Orban, le Fidesz, triomphe en améliorant son score des législatives d'avril 2018 (49,27 %). Orban est maître chez lui, face à une opposition très divisée, dont aucun parti (socialiste, libéral ou d'extrême droite) ne dépasse sensiblement les 10 % des voix.

Irlande. Le chef de gouvernement Leo Varadkar, en tournée dans le pays, avait dramatisé l'enjeu de ce scrutin, « le plus important pour l'Irlande » dans le contexte du Brexit. Son parti en tire les dividendes : le Fina Gael pourrait atteindre son meilleur score en sièges (29%), Fianna Fail Party (15%) les Verts (15%). Ce sont des estimations qui restent à confirmer.

Italie. Dimanche soir, Matteo Salvini a enregistré un plébiscite personnel portant la Ligue au-delà des 34% des suffrages, très loin devant le Parti démocrate (22,7%) et ses alliés gouveernementaux du Mouvement 5 étoiles qui se sont effondrés à 17%. Ses décisions brutales contre les migrants, sa politique sécuritaire et sa défense des valeurs chrétiennes ont permis à celui que ses partisans surnomment « *le capitaine* » de s'imposer comme l'homme fort de la politique italienne.

Lettonie. Les partis de droite s'imposent au terme des européennes. Le premier ministre de la coalition actuelle, Arturs Krisjanis Kariņs, sort renforcé du scrutin avec la victoire des conservateurs d'Unité alliés aux partis régionaux (36,24%), le centre gauche (17,45%) les réformistes (16,40%) et les libéraux (12,42%).

Lituanie. Les partis pro-européens ont remporté les deux scrutins, une élection présidentielle couplée aux Européennes, qui étaient en jeu dimanche 26 mai en Lituanie : Union de la patrie (19,28%), Parti social-démocrate (16,14%) les Verts (12,86%).

L'économiste de 55 ans Gitanas Nauseda, novice en politique, a largement remporté l'élection présidentielle en Lituanie, sa rivale Ingrida Simonyte a reconnu sa défaite à l'issue d'une campagne marquée par la question des inégalités sociales.

Luxembourg. Le Parti démocrate (DP), formation du premier ministre Xavier Bettel, obtient une victoire très courte avec 21,44 % des voix. Il devance de 0,34 points le Parti chrétien-social (CSV) celui de Jean-Claude Juncker. Les Verts 18,91%, Parti socialiste, 12,19%.

Malte. Comme le prévoyaient des sondages, le Parti travailliste maltais remporte la victoire, recueillant 54 % (4 sièges) des sufrages en devançant le Parti nationaliste - conservateur – qui obtient 38 % des voix 2 sièges).

Pologne. L'opposition était parvenue à s'unir contre le pouvoir conservateur du PiS, mais elle ne gagne pas son pari : avec 39 % des voix, elle est derrière le PiS (42 %), alors que des élections législatives auront lieu en novembre prochain.

Portugal. Sans surprise, les socialistes au pouvoir depuis 2015 remportent haut la main le scrutin avec 33,4 % des voix, passant de 8 à 9 sièges au Parlement européen.

République tchèque. Victoire du premier ministre Andrej Babis dont la liste ANO arrive largement en tête avec 21,18% des suffrages, devant les conservateurs de l'ODS (14,54%) et le Parti pirate tchèque (13,95%). Opposé à l'approfondissement de l'intégration européenne et aux quotas de migrants par pays, le premier ministre libéral populiste a également maintenu sous la barre des 10 % la liste du parti d'extrême droite SPD.

Roumanie. Les pro-européens de centre droit sont arrivés en tête aux élections européennes dimanche en Roumanie, infligeant un sérieux revers au gouvernement de gauche critiqué par Bruxelles pour ses reformes de la justice, selon un sondage réalisé à la sortie des bureaux de vote.

Russie. Les journalistes étaient nombreux pour assister à une soutenance de thèse d'une certaine Katerina Tikhonova, autrement plus connue comme étant la fille de Vladimir Poutine. La jeune femme a disserté sur les « problèmes mathématiques de correction de l'activité des récepteurs mécaniques vestibulaires ».

Slovaquie - Le parti libéral de la présidente élue Zuzana Caputova, le PS/Spolu, est arrivé en tête aux élections européennes en Slovaquie, a affirmé dimanche le président sortant Andrej Kiska.

Suède. Malgré une forte progression de la droite et les percées populiste et écologiste, le Parti socialdémocrate des travailleurs (SAP) a limité la casse avec 23,6%. Viennent ensuite le Parti modéré de rassemblement (16,80) et les nationaux des Démocrates de Suède 15,40%. Les Verts sont à 11,40%.

International

Etats-Unis. Avant d'entamer sa visite d'État au Japon samedi 25/5, Donald Trump a ordonné l'envoi de 1 500 troupes en renfort au Moyen-Orient et autorisé des ventes d'armes aux monarchies du Golfe auxquelles le Congrès s'était opposé.

Les nouvelles troupes – 600 maintenues sur place plus longtemps que prévu et 900 dépêchées en supplément – ne seront pas postées en Irak ou en Syrie, a indiqué le Pentagone, mais plutôt sur les bases américaines dans le Golfe. Leur rôle sera de renforcer la protection des quelque 70 000 soldats américains déployés dans toute la zone du Central Command (jusqu'à l'Afghanistan).

A l'occasion de son voyage au Japon,, le président Donald Trump a multiplié les messages apaisants en direction notamment de l'Iran et de la Corée du Nord. Il a également salué le pôle de stabilité et la capacité de dissuasion que représente le Japon dans cette région indo-pacifique. Le Japon doit acquérir pas moins de 105 chasseurs F-15!

Pays industrialisés: la mondialisation atteint les limites de tolérance

La mondialisation a sans doute atteint ses limites de tolérance dans les grands pays industrialisés à en croire une enquête réalisée par l'Institut Ifo auprès de 1 085 experts économiques du monde entier. Si, d'après les spécialistes interrogés, le libre-échange est encore vu d'une manière positive par leurs concitoyens dans 55 % des pays (11 % dressent un tableau plus partagé), 34 % estiment que la mondialisation a atteint « les limites de ce que la population peut accepter » chez eux. Sans surprise, le sentiment de rejet est particulièrement fort en France (85,2 %), championne toute catégorie, devant la République tchèque (70,6 %), les Etats-Unis (70,4 %), l'Autriche (69 %), le Royaume-Uni (67,5 %) et l'Allemagne (63,6 %). A l'exception des pays nordiques, de l'Irlande, du Portugal et de la Pologne, l'Europe semble avoir été gagnée par le « mondialoscepticisme », tout comme l'Australie (56,3 %). Selon 50 % des économistes japonais, le libre-échange bénéficie encore tout juste d'une image positive dans leur pays. Il faut aller au Canada et dans es pays émergents et en développement en Asie pour trouver des populations voyant encore la mondialisation d'un œil positif avec, en tête de liste, la Corée et la Chine.

Souvent pointé du doigt par les tenants du protectionnisme, l'Empire du milieu suscite une suspicion grandisante quant à sa politique d'investissements directs à l'étranger, motivée selon les critiques par des arrière-pensées géostratégiques, une volonté d'accroître sa sphère d'influence politique ou de semer la zizanie comme en Europe entre pays membres... A en croire les experts interrogés par l'Ifo, les financements chinois ne sont pas considérés comme de classiques investissements dans 75 % des pays. Seuls 13 % (Russie, Turquie, Pakistan) les accueillent très positivement tandis que 10 % des pays (Egypte, Grèce, Nigeria etc.) considèrent l'implication chinoise au même titre que les investissements étrangers.

Gilles Sengès pour l'Opinion 29/05/2019

Sites à consulter

TVLibertés

le. chaos Castaner par Xavier Raufer

l'analyse des européennes par Alain de Benoist

excellent site de Michel Onfray

les races humaines

Journées de lecture

Mystère Michéa. Portrait d'un anarchiste conservateur, par Kevin Boucaud-Victoire, L'Escargot, 128 p., 15 €

Les figures et concepts les plus actuels hantent ce livre. On y trouve les « gilets jaunes », et ce populisme dont les médias se repaissent sans jamais en dessiner vraiment les contours. Car la révolte de ces petites gens, redécouvrant sur les ronds-points une sociabilité que les formes modernes du capitalisme ont peu à peu fait disparaître, offre la plus formidable illustration du travail de Jean-Claude Michéa. Plonger dans son œuvre, c'est comprendre très exactement pourquoi les choses ne pouvaient en arriver que là.

Dans l'intimité du pouvoir, la présidence de Georges Pompidou, coédition Nouveau Monde Editions, Institut Georges Pompidou, 624 p., 29,90

Que l'époque était belle, celle d'une France que caractérisaient la croissance, la prospérité, le lancement du nucléaire, les grands programmes d'autoroutes, les modèles de l'innovation automobile et l'union des nations européennes. Un autre monde. On vit aujourd'hui toujours sur les acquis du pompidolisme.

Le gaullisme, maladie sénile de la droite, par Gérard Bedel, Chiré ed., 320 p., 23€

Les ouvrages contre de Gaulle ne sont pas si nombreux, raison de plus pour prêter attention à ce qui ne sera pas comparable au trop fameux Voyage en absurdie du dessinateur Ben sous le pseudonyme d'Arouet. Mais cet ouvrage se veut moins caricatural. « Mon travail est plus politique qu'historique. Je n'écris pas une biographie de De Gaulle, je n'écris pas une histoire du gaullisme, j'essaie de comprendre ce qu'est le gaullisme à travers ceux qui s'en sont réclamés, à commencer par le héros éponyme. » Et il est vrai qu'on nous colle, à droite, mais pas que, du gaullisme à toutes les sauces. Or, il n'y a pas de « théorie » du gaullisme », il n'y avait qu'une pratique du pouvoir morte avec lui. A commander ICI